

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 21/09/3.9

SEANCE DU 20 SEPTEMBRE 2021
L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN ET LE VINGT SEPTEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	3	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPPE, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTES :

Christine DEL NERO, (représenté par Monsieur le Maire)
Michel THUILLIER, (représenté par Nicole BERNARDINI)
Carine GINZAC, (représentée par Dominique RIGHI)

ABSENTS :

Stanislas ROQUEBERT.

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :
<u>ABSTENTION(S)</u> :	<u>BLANC(S) et NUL(S)</u> :	

OBJET : Taxe foncière sur les propriétés bâties – Limitation de l'exonération de 2 ans en faveur des constructions à usage d'habitation

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que les dispositions de l'article 1383 du Code Général des Impôts permettent de limiter l'exonération de 2 ans de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de constructions, reconstructions et conversions de bâtiments ruraux en logements, pour l'ensemble des immeubles à usage d'habitations.

En effet, dorénavant (article 1383, alinéa 1 du Code Général des Impôts) les locaux à usage d'habitation bénéficient du droit d'une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties.

Monsieur le Maire précise que la commune peut, par délibération, pour la part qui lui revient, limiter l'exonération de 40 à 90 % selon le cas, de la base imposable. Il est ajouté que cette exonération peut être limitée aux seules constructions qui ne sont pas financées au moyen de prêts aidés par l'Etat.

Au regard de l'exposé qui précède, Monsieur le Maire propose d'arrêter que l'exonération de 2 ans en faveur des constructions nouvelles est limitée à 40 % pour l'ensemble des immeubles d'habitation.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts et ses articles 1383 et 1639,

Considérant l'opportunité de délibérer avant le 1^{er} octobre 2021 sur l'application de l'alinéa 1 de l'article 1383,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

DECIDE de limiter, pour tous les logements d'habitation, l'exonération de 2 ans de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de constructions, reconstructions et conversions de bâtiments ruraux, à 40 % de la base imposable.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI

